Article 29 du Règlement

Je me réjouis d'avoir pu aborder cette question devant la Chambre et mes électeurs.

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le Président, pour commencer, je tiens à souligner que les incendies de forêt constituent un véritable problème national, comme l'a déclaré le ministre adjoint de la Défense nationale (M. Andre). Tel devrait être le but de ce débat. Ce qui s'est passé dans la région de l'Atlantique devrait nous permettre de faire comprendre à tous les Canadiens que les incendies de forêt représentent un problème national et qu'il est normal d'en parler dans cette tribune nationale.

Mon collègue socialiste du Nouveau parti démocratique a fait allusion au très honorable John Diefenbaker. Ce dernier a dit un jour que lorsqu'on était sur la piste d'un gros gibier, il ne fallait pas s'égarer sur la piste de simples lièvres. Suivant l'habitude des néo-démocrates, le député traite avec condescendance ses collègues de la région de l'Atlantique qui ont voulu débattre, dans cette tribune nationale, d'une question très importante pour les localités de toute la région de l'Atlantique et pour le pays tout entier. Il a laissé entendre que les députés ici présents n'étaient pas suffisamment nombreux pour amener l'ensemble des citoyens à s'intéresser à la question: seul un socialiste du Nouveau parti démocratique pouvait proférer une telle insulte.

Après avoir dit ce que je pensais de ceux qui s'égarer sur des pistes de lièvres alors qu'il s'agit là d'une question d'intérêt national, je tiens à féliciter mon collègue, le député de Fundy—Royal (M. Corbett), qui a pris l'initiative de demander un débat sur cette question.

Jeudi dernier, en retournant dans ma circonscription d'Halifax-Ouest, j'ai survolé le Nouveau-Brunswick, comme je le fais chaque semaine. À environ 30,000 pieds d'altitude, j'ai aperçu un filet de fumée et un incendie qui, à cette distance, ne semblait pas très inquiétant. En traversant la province du Nouveau-Brunswick, nous avons toutefois discerné plusieurs filets de fumée avec des flammes. Lorsque je suis arrivé à Halifax, j'ai appris qu'il y avait une catastrophe au Nouveau-Brunswick et que le feu détruisait des boisés représentant la production de près d'un an. Je suis certain que mon collègue le député de Fundy—Royal a réagi comme n'importe lequel d'entre nous l'aurait fait, je l'espère du moins, et qu'il a demandé ce que l'on pouvait faire. Mon collègue a saisi la première occasion qui se présentait pour attirer l'attention du pays tout entier sur la tragédie qui se déroule au Nouveau-Brunswick et dans toute la région de l'Atlantique, par l'intermédiaire de cette tribune politique qui nous permet d'examiner les dégâts causés dans la région de l'Atlantique par les incendies de forêts et de trouver de nouvelles idées et solutions pour réussir là où nous avons échoué autrefois. Nous avons tous une dette de gratitude envers le député de Fundy—Royal qui a donné aux députés

l'occasion de participer à ce débat, dans l'espoir qu'il sera fructueux.

● (2240)

Je voudrais ensuite parler de l'importance du secteur forestier pour le Canada en général et pour les régions de l'Atlantique en particulier, non seulement dans un contexte national mais dans un contexte mondial. J'ai eu l'occasion de lire dans la *Free Press* de Winnipeg un article attirant l'attention sur le problème mondial que pose la préservation des ressources forestières. Il y était question d'une enquête de la Banque mondiale, qui a permis de découvrir qu'au rythme d'exploitation actuel, le couvert forestier diminuera de moitié d'ici l'an 2000. Le Conseil des sciences du Canada a fait une enquête montrant que le secteur forestier était dans une situation critique au Canada et qu'il fallait le préserver et le stimuler. Il ne fait par conséquent aucun doute dans notre esprit que le secteur forestier exploite une ressource qu'il faut protéger en prenant immédiatement des initiatives importantes non seulement au Canada mais aussi dans le monde entier.

Dans l'économie canadienne, la foresterie est l'une de nos plus importantes industries. Elle représente, sur le plan national, des exportations de plus de 13 milliards de dollars. Elle emploie environ 300,000 personnes et procure des emplois à 600,000 autres. Un Canadien sur dix est touché dans son travail par l'industrie forestière nationale. Il est intéressant de noter que cette même donnée se reflète dans la province de Nouvelle-Écosse où 12,000 Néo-Écossais sont employés directement dans l'industrie forestière et 18,000 autres travaillent dans des domaines qui sont affectés par cette industrie. Là aussi, presque un Néo-Écossais sur dix est affecté dans son travail par l'industrie forestière. Nous n'avons donc pas besoin d'insister sur l'importance de l'industrie pour les régions de l'Atlantique, pour le Canada et même pour le monde entier.

Je voudrais revoir brièvement, car d'autres députés en ont parlé, les mesures qui ont été prises sur le plan national pour promouvoir les intérêts de l'industrie forestière de la Nouvelle-Écosse et des autres provinces de l'Atlantique. L'établissement d'un département d'État des Forêts distinct a été l'une des premières initiatives du gouvernement du Canada. J'ai entendu des députés dire que ce n'était pas suffisant, qu'il fallait un ministère distinct des forêts. Comme un astronaute l'a dit, un petit pas à la fois. Le gouvernement, sous la direction du très honorable premier ministre, a pris l'initiative de nommer un ministre d'État distinct pour s'occuper de l'industrie forestière canadienne, et je crois que personne, aux Communes ou ailleurs, n'est mieux en mesure de juger des progrès qui restent à accomplir que l'actuel ministre d'État aux Forêts (M. Merrieth). L'important, c'est que le premier pas a été fait. On a pris certaines autres initiatives en matière de financement de programmes et de lancement de programmes fédéraux-provinciaux qui vont sûrement être analysées et étendues à l'avenir.